

## De la noria à la stabilisation en France

Quatre tentatives de mesure de la « sédentarisation » d'une population migrante

**Geneviève Massard-Guilbaud**

---

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/siecles/4653>

ISSN : 2275-2129

**Éditeur**

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 décembre 1995

Pagination : 61-75

ISBN : 2-84516-112-3

ISSN : 1266-6726

**Référence électronique**

Geneviève Massard-Guilbaud, « De la noria à la stabilisation en France », *Siècles* [En ligne], 1 | 1995, mis en ligne le 15 octobre 2019, consulté le 05 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/4653>

---

Ce document a été généré automatiquement le 5 juillet 2020.

Tous droits réservés

---

# De la noria à la stabilisation en France

Quatre tentatives de mesure de la « sédentarisation » d'une population migrante

Geneviève Massard-Guilbaud

---

- 1 La question que je voudrais aborder ici est celle de la façon dont s'organise le mouvement, ou plutôt les mouvements qu'effectuent les migrants entre leur pays de départ et celui qui les accueille, en prenant pour exemple les Algériens immigrés dans l'agglomération lyonnaise et comme cadre chronologique l'entre-deux-guerres. La métaphore classiquement utilisée pour décrire ce mouvement, du moins jusqu'au changement de politique de l'immigration des années 1970, est celle de la noria. Une image censée illustrer le caractère rotatif de la migration, les hommes étant supposés « tourner » entre lieu de départ et lieu d'arrivée et se succéder les uns aux autres avant que ne finisse par s'effectuer une stabilisation en France parfois suivie d'un regroupement familial. Bien que fréquemment employée, cette notion de noria ne s'est guère vue donner de contenu précis, et les estimations sur la durée des séjours d'un côté ou de l'autre de la Méditerranée restent rares et contradictoires. Je voudrais formuler et tenter de valider ici l'hypothèse selon laquelle cette fameuse noria cache un processus de « sédentarisation » des immigrés qui commence bien plus précocement qu'on ne le croit généralement et qui s'organise selon des « règles » que l'on peut à mettre à jour. Il s'agit donc de procéder à l'analyse du processus qui conduit les migrants du stade du va-et-vient à celui de la stabilisation. On fera pour cela quatre tentatives qui s'appuient sur des sources variées et dont les résultats conjugués paraissent convaincants.
- 2 La première de ces tentatives consiste en une analyse des résultats du recensement spécifique aux Algériens ordonné par le ministère de l'intérieur en 1923. Prescrit au moment où les autorités découvrent, non sans quelque effroi, l'ampleur qu'est en train de prendre une immigration que l'on avait, dès 1918, décrétée indésirable, ce recensement présente la particularité de s'intéresser à la mobilité des personnes qu'il recense. Alors que d'autres éléments, ordinairement centraux dans ce genre d'enquête,

sont ici négligés (âge, profession), on s'est en revanche soucié de la date d'arrivée en métropole des individus recensés et de leur itinéraire entre cette date et celle du recensement. Les résultats de l'enquête sont malheureusement de très mauvaise qualité : ordonnée sans qu'aucun moyen spécifique ne soit mis à la disposition des autorités censées l'exécuter, elle dut également être réalisée dans un laps de temps à l'évidence insuffisant. Le travail fut bâclé, et les résultats à l'avenant. Seul un très petit nombre de trajets nous est sérieusement décrit. Pour l'historien, cette enquête arrive aussi trop tôt : la plupart des migrants recensés en 1923 étaient des immigrés tout récents, qui n'avaient encore guère eu le temps de se déplacer sur le territoire métropolitain. Leur itinéraire se résume souvent à un séjour à Marseille qui n'est qu'une courte pause succédant au débarquement, suivi d'une remontée plus ou moins rapide de la vallée du Rhône jusqu'à Lyon où nous les examinons. Peu propice à une étude statistique, ce recensement nous informe pourtant sur deux points non négligeables. Premier enseignement, les migrants observés se sont montrés, lorsque leur séjour en France a été suffisamment long pour cela, d'une extrême mobilité. Le temps pendant lequel ils séjournent en un lieu donné est même étonnamment bref. On constate donc là, en plein XXe siècle, la reproduction d'un phénomène bien connu pour les classes ouvrières françaises du XIXe siècle, dont Yves Lequin a écrit, usant d'une expression qui conviendrait aussi bien pour les Algériens qu'on cherche à décrire ici, qu'elles avaient des fourmis dans les jambes. Deuxième constatation : les mouvements constatés échappent, aux yeux d'un observateur cartésien de la fin du XXe siècle du moins, à toute logique rationnelle. Ainsi voit-on des Algériens venir en France – et parfois traverser toute la France, pour se rendre, par exemple, dans le bassin houiller du Nord – mais n'y rester qu'un temps très court au regard du voyage précédent. Quelques semaines seulement s'écoulent parfois avant que le migrant ne rebrousse chemin et ne s'en retourne en Algérie. Il est probable que, dans ce cas, la somme gagnée pendant ce court laps de temps devait à peine couvrir les frais engagés. Sans doute les conditions de travail et de vie apparaissaient-elles insupportables à ces montagnards kabyles habitués à une vie au grand air et sans contraintes horaires très rigoureuses. On ne vit pourtant pas de grand air et, les causes du premier départ étant toujours d'actualité, on voit les mêmes migrants, à peine de retour au pays (quelques mois plus tard...), reprendre le chemin de la France. Combien de mois de travail allaient-ils être nécessaires pour amortir, sans même parler de faire des économies, ce second voyage ?

- 3 La seconde tentative de mesure des mouvements s'appuie sur l'étude des listes nominatives des recensements de population, considérées longitudinalement. Il s'agit cette fois de repérer, lors de chaque recensement, la présence ou l'absence de chaque individu présent à une date antérieure. Il faut savoir que semblable opération pose au chercheur de redoutables problèmes de méthode que l'on n'évoquera pas ici, bien que l'ensemble des choix effectués au fur et à mesure des opérations d'identification des individus détermine la nature des résultats. Le tableau suivant résume une partie de ces résultats et fournit les proportions d'individus recensés pour la première fois en 1921, 1923 ou 1926 et retrouvés ultérieurement.

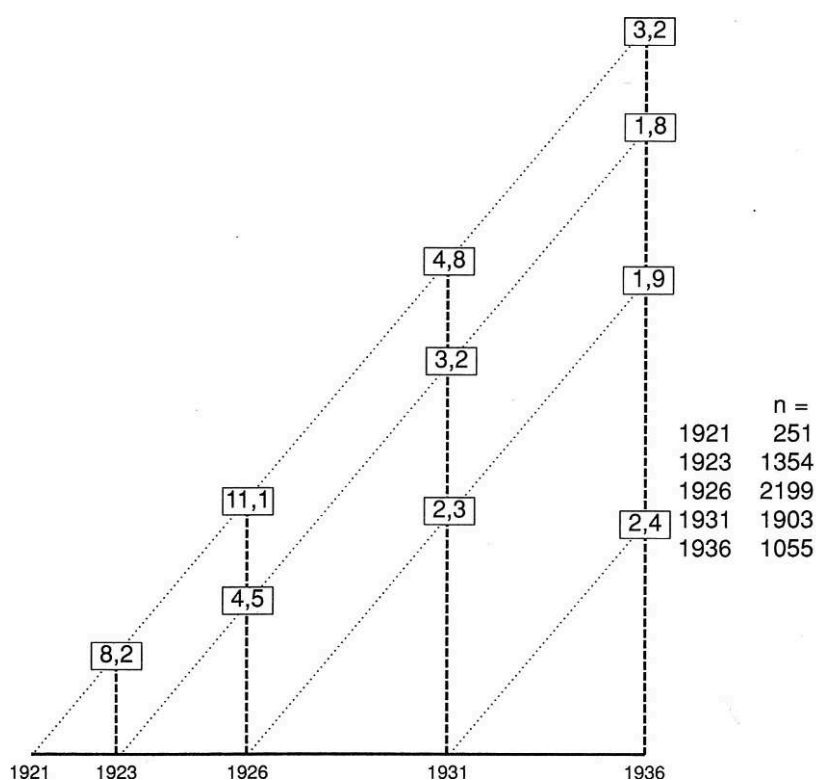
## Résultats simplifiés de l'étude longitudinale

	Population de départ (= cohorte d'individus recensés pour la première fois en...)		
	1921	1923	1926
% de la population de départ retrouvé une fois dans un autre recensement (= recensé deux fois)	13,9	5,6	2,8
% de la population de départ retrouvé deux fois dans un autre recensement (= recensé trois fois)	5,6	1,5	0,7
% de la population de départ retrouvé trois fois dans un autre recensement (= recensé quatre fois)	0,8	0,07	0
% de la population de départ retrouvé au moins une fois dans un autre recensement (= recensé deux fois ou plus)	20,3	7,5	3,5

- 4 Les chiffres fournis dans ce tableau sont inférieurs à la réalité. Certains individus, non recensés à une date donnée ont, en fait, échappé au recensement : d'autres sources attestent leur présence à cette date. Dans certains cas, on les retrouve à la même adresse cinq ans plus tard, ce qui constitue une forte présomption de stabilité. Ainsi un individu recensé à Lyon en 1921 puis en 1931 mais pas en 1926 peut fort bien avoir passé ces dix années à Lyon, mais il n'est pas pris en compte dans mon calcul. J'ai montré ailleurs que les Algériens recensés représentent approximativement 3/5 des Algériens présents. Inversement, le fait qu'un individu soit présent à deux recensements consécutifs n'induit pas mie présence continue. Cet individu a pu, entre-temps, non seulement rentrer au pays, mais encore y rester deux, trois, voire quatre ans... Ce qui est sûr, c'est que le recensement d'un même individu à plusieurs reprises en quinze ans atteste, si ce n'est une présence constante, du moins un fort lien entre cet individu et la ville. Les résultats présentés dans ce tableau peuvent donc sous-estimer le nombre de gens restés ou revenus à Lyon, ils ne peuvent pas, en revanche, surestimer la stabilité ou la récurrence des autres : ceux qui sont là à une date donnée sont bien là, même s'ils sont repartis le lendemain.
- 5 Ceci étant, que nous apprend ce tableau ? La première impression est que la noria est très forte. Le défaut de la source (absence dans le recensement de certains individus en réalité présents) ajoute à la mobilité réelle mais est insuffisant à l'expliquer. Il y a bel et bien une très forte noria. Cette information, peu surprenante, ne doit pourtant pas en oblitérer une autre, que l'on n'attendait pas forcément : la probabilité d'être à nouveau recensé à Lyon, (c'est-à-dire d'y être resté ou d'y être revenu), à une ou plusieurs reprises, n'est pas la même selon la date à laquelle on a été recensé pour la première fois. Cette probabilité est trois à six fois plus forte pour les individus de la cohorte de 1921 que pour ceux des cohortes suivantes : 20 % des individus de la cohorte de 1921 ont été retrouvés au moins une autre fois à Lyon dans l'entre-deux-guerres, quand

7,5 % de la cohorte de 1923 et 3,5 % seulement de la cohorte de 1926 sont dans ce cas. Le fait que l'on ait moins de chance de retrouver les individus recensés pour la première fois en 1926 parce que la période pendant laquelle ils sont susceptibles d'être recensés à nouveau, compte tenu de la date à laquelle s'arrête l'étude, est plus courte (deux recensements : 1931 et 1936, au lieu de quatre pour ceux de 1921) est insuffisante à expliquer ces données, comme on le voit sur le graphique suivant (inspiré du diagramme de Lexis), qui propose une autre vision du même phénomène. Ce graphique permet en effet de préciser non plus seulement quelle proportion d'individus de chaque cohorte on a retrouvé mais également à quelle date on les a retrouvés.

Proportion de chacune des cohortes retrouvée dans chacune des cohortes suivantes (en % du total du départ, indiqué en marge)



- 6 Ce tableau peut se lire de deux manières. En effectuant une lecture verticale, suivat les pointillés, on obtient une vision transversale de la situation : les chiffres que l'on rencontre successivement s'ajoutent les uns aux autres, répondant à la question : « qui rencontre-t-on à Lyon à une date donnée ? ». Ainsi, en partant de la date 1931 et en remontant le long du pointillé, peut-on voir qu'il restait cette année-là à Lyon 2,3 % des individus que l'on y rencontrait en 1926, auxquels s'ajoutaient 3,2 % des individus qui étaient présents en 1923, auxquels s'ajoutaient encore 4,8 % des individus présents en 1921. Mais on peut aussi et surtout faire de ce graphique une autre lecture, en suivant cette fois-ci les lignes obliques, de la gauche en remontant vers la droite. On obtient cette fois-ci une vision longitudinale de la situation, qui répond à la question « quand retrouve-t-on, à Lyon, des individus de telle ou telle cohorte, c'est-à-dire des individus recensés pour la première fois à telle ou telle date... ? ». Il est important de bien noter que tous ces pourcentages sont calculés sur la base du total de la cohorte de départ : individus recensés pour la première fois en telle année (et non sur le total des individus présents à un moment donné, ce qui donnerait encore une autre vision des choses).

- 7 On constate que l'ordonnancement des taux est régulier : les pourcentages d'individus retrouvés diminuent avec le temps pour chaque cohorte de départ (en suivant, donc, les lignes obliques). Le pourcentage de la cohorte de 1921 subsistant en 1923 fait pourtant exception. Plus faible que celui de cette même cohorte en 1926, il est sans doute sous-estimé du fait de la médiocrité particulière du recensement de 1923, que j'ai déjà évoquée. Ce graphique nous permet de voir que la cohorte de 1921 a toujours un pourcentage d'individus « stabilisés » ou revenus en France plus important que les autres cohortes, quelle que soit la date considérée. L'hypothèse que la durée moyenne du séjour des Algériens en France soit inférieure à cinq ans pourrait expliquer pourquoi les cohortes de 1921 et de 1923, qui ne sont séparées du recensement suivant que par deux et trois ans seulement, se maintiennent mieux à court terme. Elle n'explique pas que le même phénomène se reproduise dans le moyen terme : en 1936, on retrouve à Lyon plus d'individus qui avaient été recensés pour la première fois quinze ans auparavant que d'individus recensés pour la première fois dix ans ou même cinq ans avant seulement. Il ne semble donc pas qu'il y ait d'explication « technique » au fait que les individus déjà recensés en 1921 avaient, collectivement, une probabilité plus forte de se stabiliser en France que ceux recensés pour la première fois plus tard. C'est donc que les migrants de 1923, de 1926, voire de 1931 (mais la conjoncture a déjà commencé à changer à cette date) ne sont pas du même bois que ceux de 1921. Partis à une époque où l'émigration « ratissait large », et fraîchement arrivés en France, ils étaient en grande majorité destinés à rester des oiseaux de passage, dans un premier temps du moins. Ils allaient en effet se trouver rapidement confrontés à une législation de plus en plus restrictive d'une part, et à la crise, qui ne favorisait pas la recherche d'un emploi en France, d'autre part. En 1921, au contraire, une bonne partie de la cohorte recensée avait vraisemblablement passé la guerre en France et boudé le rapatriement gratuit (pour ne pas dire forcé) qui lui était offert (pour ne pas dire imposé) par l'État. Qu'ils n'aient pas eu de motifs de retour (pas de famille, pas de terre...), ou qu'ils aient souhaité rester en France pour des raisons plus positives (commerce ou qualification professionnelle, épouse ou concubine, vie plus facile, désir d'échapper à l'autorité familiale...), ces hommes se retiraient de fait, pour un temps au moins, de la noria. Ils constituaient un substrat sur lequel les autres, arrivant par centaines de milliers dans les années vingt, allaient pouvoir s'appuyer. Malgré la force de la noria et le fait que nos sources minimisent toujours le nombre d'individus restés sur place d'un recensement à l'autre, les couches successives de migrants s'accumulent à la façon de sédiments, et la proportion d'anciens dans la ville grossit d'année en année.
- 8 On peut aussi constater l'accumulation des « anciens en France » en mesurant la proportion d'individus recensés qui avaient déjà été recensés à une autre date auparavant, indicateur que l'on peut appeler, si l'on accepte ce néologisme pratique, un taux de « sédentarisation ».

Taux de sédentarisation des Algériens : proportion d'individus déjà recensés au moins une fois antérieurement dans l'agglomération (en % de l'ensemble des recensés à la date indiquée).

**1923** 1,6

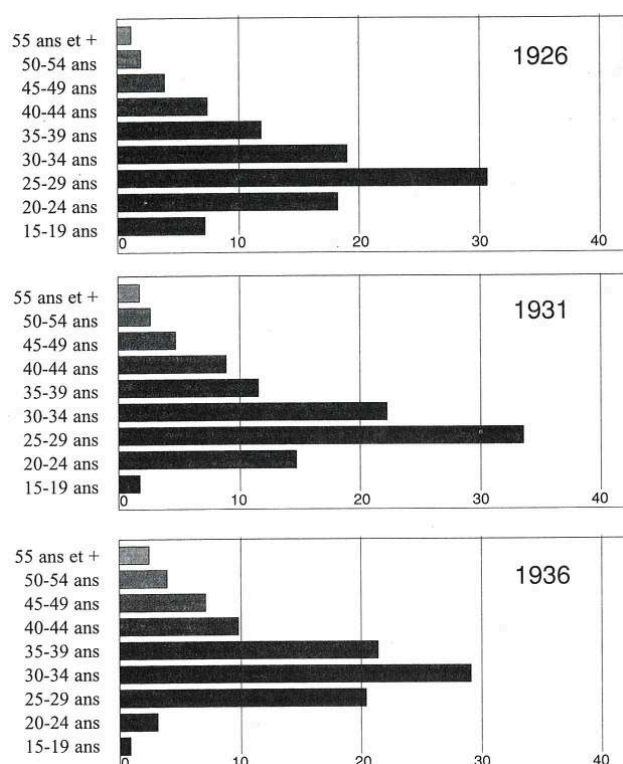
**1926** 4

**1931** 5,2

**1936** 11,2

- 9 Bien que le taux ne cesse de croître pour atteindre 11,2 % en 1936, il ne s'agit là, une fois encore, que d'un plancher. La sous-estimation due à la source s'aggrave, en effet, lorsque l'on avance dans le temps : plus le nombre de recensements considérés augmente, plus augmente, aussi, le nombre des « présents mais non recensés » à l'une quelconque des cinq dates étudiées. Ainsi manquent en 1936 les individus « présents mais non recensés » en 1921, ou en 1923, ou en 1926, ou en 1931, mais présents et recensés en 1936. Inversement, manquent aussi tous ceux qui avaient été recensés à l'une de ces quatre dates et étaient aussi présents en 1936 mais n'y furent pas recensés...
- 10 L'étude des inscriptions au Bureau des Nord-Africains de la police spéciale (qui fichait de son mieux toute la population algérienne) nous apprend aussi qu'en 1935, la proportion d'Algériens qui, lors de leur arrivée à Lyon, venaient non pas d'Algérie mais d'une autre ville de France, était de l'ordre de 15 %. Bien que nous ne retrouvions pas ces individus présents en 1936 dans un recensement antérieur puisqu'ils étaient alors dans une autre ville, ils n'étaient pourtant pas des « nouveaux » en France... Il faudrait donc, si l'on voulait mesurer la proportion d'anciens immigrés en France, les ajouter aux 11 % d'anciens immigrés « lyonnais »...
- 11 Compte tenu de tous ces éléments, il paraît raisonnable d'estimer le « noyau d'anciens immigrés » (c'est-à-dire d'immigrés ayant de cinq à quinze ans de présence dans la ville ou en France), en 1936, à quelque chose comme 20 ou 30 % des Algériens de l'agglomération. Contrairement à l'idée que s'en font alors, avec dix ans de retard, les édiles lyonnais, la population algérienne à laquelle ils ont affaire n'est plus seulement, en 1936, la masse en perpétuel mouvement des années vingt...
- 12 La troisième tentative de mesure du mouvement confirme et complète ce tableau. Il s'agit, cette fois, d'une utilisation transversale des listes nominatives des recensements, à des dates différentes. À l'aide de ces listes, on peut construire la pyramide des âges des immigrés aux différentes dates prises en compte, et les comparer.

### Structure par âge de la population algérienne dans l'agglomération lyonnaise (hommes adultes seulement)



- 13 Le vieillissement de la population pendant la décennie 1926-1936 apparaît nettement. Encore ne s'agit-il ici que d'un profil moyen, des variations considérables existant selon l'origine régionale des migrants. Les originaires d'Alger et de Grande Kabylie, par exemple, s'avèrent nettement plus âgés que les autres. Le plus intéressant, par rapport à notre propos, n'est toutefois pas cette différence d'âge selon les régions d'origine en elle-même, mais le fait que ce sont les régions qui ont, les premières, envoyé des migrants (justement, Alger et la Grande Kabylie) qui fournissent aussi les migrants les plus âgés. On a bien là, en effet, dans ce vieillissement des immigrés, si ce n'est une preuve, du moins une forte présomption de ce que ce sont, pour l'essentiel, toujours les mêmes hommes qui alimentent la noria, même si on a bien du mal à les saisir au vol pour le prouver. À vrai dire, seules certaines régions d'Algérie (Algérois, Kabylies...) participent de ce schéma, mais ce sont elles qui fournissent encore à cette date les plus gros contingents d'émigrés. Dans d'autres régions (hautes plaines du Constantinois surtout), au contraire, les émigrés s'établissent dès l'origine en France, s'y marient plus vite, y connaissent des cursus professionnels plus variés, etc. La noria ne concerne que peu ces migrants-là, qui fonctionnent selon un autre modèle mais sont encore minoritaires à cette date.
- 14 Si les pyramides « vieillissent », c'est donc qu'il se produit, pour la plus grande partie des migrants, un double phénomène de rotation et de stabilisation progressive mais simultanée, que confirme la quatrième et dernière méthode utilisée pour comprendre la façon dont se fait ce mouvement. Il s'agit, cette fois-ci, de la reconstitution, au moins partielle, de carrières individuelles de migrants, reconstitution rendue possible par l'exploitation des archives de la Police spéciale, dont les informations ont été croisées avec celles qui sont fournies par les actes de mariages et le registre du commerce lyonnais. Les dirigeants de l'Étoile Nord-Africaine, auxquels s'intéresse prioritairement



la police, ne constituent pas exactement un échantillon représentatif de la population algérienne immigrée dans son ensemble. On peut, en effet, penser que les individus les plus sédentarisés devenaient peut-être plus facilement cadres du mouvement nationaliste naissant ou que, réciproquement, ceux qui prenaient des responsabilités politiques se stabilisaient peut-être plus vite que d'autres. Le biais n'est pourtant pas décisif, dans la mesure où l'on s'intéresse ici surtout à la partie de leur curriculum vitae antérieure à l'époque où ils prirent ces responsabilités politiques. Je prendrai ici quatre exemples de cursus caractéristiques<sup>1</sup>.

- 15 Tahar Achache, originaire de Guelt Zerga (douar de la commune de Saint-Arnaud, dans le Constantinois), est repéré par la police pour la première fois en 1919, à l'occasion d'une condamnation pour vagabondage. Il a 21 ans. En 1923, il s'installe à Lyon, mais on ignore ce qu'il a fait entre-temps. Il demeure dans le quartier de Vaise, mais n'y est pas recensé : peut-être est-il arrivé après les opérations de recensement ? En 1925, il quitte Vaise pour Vienne, dans l'Isère, échappant ainsi de peu au recensement lyonnais de 1926. Il rencontre à Vienne une femme originaire de Montceau-les-Mines, avec laquelle il se met en ménage, et revient avec elle à Lyon en 1930. En 1931, il est recensé rue du Chapeau-Rouge (dans le quartier de Vaise, toujours), où il a pris en gérance un café connu sous le nom de Café Kassî (c'est le prénom de son père...). Il y sera encore au recensement de 1936. Émigré dès l'âge de 20 ans ou plus tôt encore, Tahar Achache n'est recensé à Lyon pour la première fois qu'à 33 ans. On ignore s'il est rentré au pays entre-temps.
- 16 Mohand Kermouche est kabyle, lui. Il est né à Sidi Aïch, dans la vallée de la Soummam, et vient en France pour la première fois en 1923, à l'âge de 26 ans. Pendant deux ans, il se déplace, vit à Lille puis à Montbard, en Côte-d'Or. En 1925, il ouvre une boutique de coiffure à Lyon. On pourrait donc s'attendre à le trouver dans le recensement du printemps 1926. Il n'y figure pourtant pas. C'est qu'entre-temps, à la fin de l'année 1925, il est rentré en Algérie où il se marie. Il revient à Lyon (on ignore à quelle date) et reprend son commerce, mais retourne encore au pays en 1929, pour divorcer cette fois. La même année, revenu à Lyon, il se met en ménage avec une Française. En 1931, il est recensé rue de Sévigné. En 1934, il se fait, pour la première fois, inscrire au registre du commerce. Même phénomène d'aller-retour, aller-retour, stabilisation, que dans le cas précédent.
- 17 Ahmed Chelbi vient, lui, du douar des Beni Aïssi, à Fort National (Kabylie du Djurdjura), où il est né en 1901. Il arrive à Lyon juste après le recensement de 1923 où il ne figure donc pas. Il travaille chez Berliet, en plusieurs épisodes dont les dates, fournies par l'employeur, nous permettent de suivre ses pérégrinations. Il y est présent d'octobre 1924 à octobre 1925 où il est réglé pour absence prolongée. Sans doute rentré au pays après un an passé en France, il échappe encore au recensement de 1926. Mais il est revenu en 1927 et reprend son poste chez Berliet, pour plus de deux ans cette fois (avril 1927-juillet 1929). À cette date, il le quitte à nouveau : départ volontaire, dit la fiche fournie par Berliet. En avril 1930, il est à nouveau embauché par la même entreprise pour quatre ans au moins. Suit un épisode obscur. La police le dit alors licencié pour propagande communiste, mais l'information paraît sujette à caution. Il est d'ailleurs réintégré une nouvelle fois chez Berliet, un peu plus tard. Il y travaillera jusqu'en 1939. Recensé comme monteur aux recensements de 1931 et 1936, il est réputé mouleur en fonderie sur son acte de mariage (1938). Il aurait, selon la police, quitté Lyon à chaque départ de Berliet. C'est sans doute vrai pour les deux premières

interruptions. On peut avoir quelques doutes pour celle de 1934 puisqu'il intervient à cette époque dans tous les meetings de l'Étoile, qui est alors à son apogée, à Lyon. Le cas de Chelbi illustre particulièrement bien le processus mis à jour grâce à l'analyse longitudinale du recensement : entre 1924 et 1934, il « tourne » entre Lyon et Fort-National, faisant sans doute deux séjours de chaque côté de la Méditerranée. Il est déjà très lié à Lyon où il a un emploi presque permanent malgré les interruptions. Pourtant, il n'apparaît pas dans les recensements. Ses séjours chez Berliet sont de plus en plus longs (1 an, 2 ans et 3 mois, 3 ans...), ceux au pays de plus en plus brefs (1 an 1/2 ; 9 mois, après quoi il n'en est plus question dans les archives...). À partir des années 1930, il se stabilise dans l'agglomération lyonnaise. Il y est recensé pour la première fois en 1931 : il a alors 33 ans et fréquente la ville depuis 6 ans. À partir de 1934, il vit avec une jeune femme, ouvrière chez Maréchal et mère de deux fillettes. Il l'épousera en 1938. A. Chelbi est rentré en Kabylie dans les années 1970. Sa famille descendante vit toujours dans l'agglomération lyonnaise.

- 18 Cette activité par épisodes tendant à allonger avec le temps se retrouve dans le curriculum vitæ d'un de ses camarades, le dernier exemple que je donnerai. Bachir Semrouni, né en 1904 à Palestro, fait lui aussi plusieurs séjours chez Berliet entre 1924 et 1934. Il y est monteur, comme Chelbi. Comme lui, il y reste à chaque fois un peu plus longtemps : 15 jours seulement la première fois (du 11 au 26 mai 1924), à peine deux mois la seconde fois (du 17 août au 8 octobre 1925), un an et quatre mois la troisième fois (du 19 octobre 1932 au 16 février 1934). Le reste de son cursus nous échappe. On sait seulement qu'il exerce par la suite une double activité ouvrière et de commerçant ambulant.
- 19 Les militants nationalistes sont donc bien, jusqu'au moment où ils font leurs débuts en politique, des immigrés comme les autres, partageant, dans leurs grandes lignes, le sort de leurs compatriotes. Pour les années 1920 à 1934, leur exemple ne contredit en rien les phénomènes décelés pour l'ensemble de la population, il l'illustre au contraire. Pour la suite, ce serait une autre, affaire...
- 20 Incontestablement, l'image de la noria peut donc être employée pour décrire le fonctionnement de la plus grande partie de l'immigration algérienne, à un moment donné de la vie de de chaque migrant. Tout aussi incontestablement, cette noria paraît appelée à se transformer en son contraire, éventuellement à l'insu des intéressés, et parfois en dépit de leurs projets initiaux. Cette seconde partie du cursus des migrants a pourtant été, pendant bien longtemps, passée sous silence. Et l'on peut se demander s'il n'y a pas, dans cette obstination à ne pas voir (ou à ne pas chercher à voir, dans le cas des spécialistes de sciences humaines) les effets du temps sur le processus migratoire, quelque chose qui ressemble à un refus de les accepter ? Cette curieuse cécité s'est prolongée jusqu'à mie date assez récente. Même après que le gouvernement de Jacques Chirac eut inauguré, en juillet 1974, la politique de fermeture des frontières à l'immigration à laquelle tous les gouvernements sont depuis lors, pour l'essentiel, restés fidèles, il allait falloir une dizaine d'années pour que soit battu en brèche le mythe du retour des immigrés. Cultivée par les pouvoirs publics (la politique du « million » et ses multiples avatars) comme par certains sociologues dans les années 70, l'idée que les immigrés n'étaient que de passage faisait encore florès alors que ceux-ci étaient en train de s'établir massivement en France. Si la croyance en la noria résista si longtemps, c'est qu'elle avait des racines profondes, plongeant jusqu'aux prémices du processus. Indésirables dès l'origine, les Algériens avaient imposé leur présence en

métropole. Il n'était resté aux Français que l'espoir qu'il ne s'agirait là que d'une parenthèse de courte durée. C'est dans ce contexte, où l'on prenait le désir pour la réalité, que naquit le concept de l'immigration-noria, qui voulait qu'après un petit tour de roue en France, les hommes reprissent, comme l'eau dans la rivière, le cours « normal » de leur vie en Algérie. Comme si un processus de la force et de l'ampleur de l'émigration algérienne n'allait pas bouleverser les comportements des intéressés, avant d'ébranler les sociétés dont ils étaient issus elles-mêmes... On espère avoir amené ici, non pas de l'eau au moulin de la noria, mais quelques éléments permettant de comprendre comment se faisait, dans l'entre-deux-guerres, ce passage de l'état de migrateur à celui de sédentaire.

---

## NOTES

1. Respectant, ainsi que je m'y étais engagée, l'anonymat des personnes, je ne fournis ici que des patronymes fictifs.

---

## AUTEUR

**GENEVIÈVE MASSARD-GUILBAUD**

Centre d'Histoire des Entreprises et des Communautés, Université Blaise-Pascal